

Intervention



Lettre à Monsieur le Ministre

Richard Martel

Numéro 5, 1979

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/57617ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Intervention

ISSN

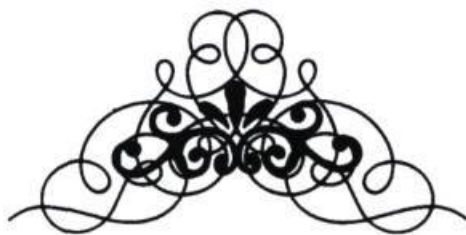
0705-1972 (imprimé)

1923-256X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Martel, R. (1979). Lettre à Monsieur le Ministre. *Intervention*, (5), 8–9.



Lettre à Monsieur le Ministre



Je ne sais si cette lettre atteindra son but mais j'ose quand même rédiger ce qui suit.

En fait, c'est en guise de réponse au projet du "Musée de l'homme d'ici" que j'écris ces quelques lignes. Je ne ferai cependant pas l'histoire de la conception et de la réalisation de ce projet. De toute manière, je m'occupais de l'art contemporain au Musée du Québec en 1974 au moment où certains travaux ont commencé à ce sujet. Enfin! En 1979 nous en sommes toujours à la consultation. . .

Mon expérience personnelle en ce qui a trait à l'art, au niveau de sa production et de sa diffusion, me permet d'avoir certaines opinions. D'abord

j'avoue connaître assez bien l'art actuel en occident et je considère que ma connaissance des villes comme Montréal, New York, San Francisco, Paris, Londres ou Amsterdam m'autorise à pouvoir juger en matière de diffusion de l'art actuel. Pour arriver rapidement à situer le problème, j'insisterai ici tout particulièrement sur l'art contemporain.

Le projet de la création d'un "Musée de l'homme d'ici" me paraît à la fois correct et contestable. D'abord je n'ai rien contre un musée de la civilisation ou de "l'homme d'ici"; encore qu'il faut le définir cet "homme d'ici" et le moins phallocratiquement possible. . . Il est temps de se doter d'un tel musée, cela est évident. Cependant l'art contem-

porain existe; c'est mon premier constat. Beaucoup d'artistes sont actuellement en train de se questionner pratiquement et théoriquement sur leur rôle comme artiste dans un Québec qui se crée. Après avoir pris connaissance du concept muséologique du "Musée de l'homme d'ici", j'y perçois une lacune en ce qui a trait à la diffusion de l'art actuel québécois. Je ne crois pas, de toute manière, que les politiques des fonctionnaires arrêteront les artistes de produire. Mais voilà! Qu'advient-il de leur production s'il devient dorénavant impossible de la montrer — et de la voir? En somme, ce qu'il faudrait dans la conjoncture régionalisante actuelle, c'est donner l'opportunité aux artistes d'exister en

dehors des grands centres. Depuis des dizaines d'années l'art est à la mesure de l'infra-structure culturelle; c'est-à-dire l'équipement. C'est ainsi que l'équipement culturel montréalais est immense par rapport à celui d'Amos ou de Chicoutimi. Je crois qu'il est temps de mettre sur pied un système adéquat de diffusion de l'art actuel. Par exemple, le cas de galeries coopératives (La Chambre Blanche à Québec) ou parallèles mérite qu'on s'interroge un peu sur le phénomène qu'est l'art contemporain et sa diffusion.

J'estime que la création d'un Institut d'Art contemporain, organisme formé de représentants des diverses régions du Québec, pourrait être envisagé.

Cet organisme serait en mesure de se charger de la promotion et de la diffusion du produit culturel québécois (un peu comme un conseil québécois de la diffusion). En fait ce centre pourrait se doter d'équipements adéquats de diffusion (genre atelier/galerie multidisciplinaire) dans les différentes régions du Québec. J'imagine bien un tel centre au Saguenay-Lac St-Jean, un en Gaspésie, un en Mauricie, un dans les Cantons de l'est, un autre en Abitibi, un à Québec et un ou deux à Montréal. Ce qu'il s'agit de faire, c'est de coordonner les expositions et faire circuler les plus intéressantes un peu partout au Québec. Ainsi, une bonne exposition d'un artiste de la ville de Québec pourrait être vue à Montréal ou ailleurs. Ce qui permettrait enfin de faire connaître l'art québécois aux québécois.

Si l'art contemporain et son avant-gardisme existe, c'est parce que cet art est la plupart du temps réalisé dans une capitale ou une métropole. L'art actuel est donc "un art de grosses villes" et ses préoccupations sont éloignées d'un contexte "réel". Le cas de la ville de Québec est en ce sens exemplaire. Il s'est passé bien des choses dans cette ville avant que les fonctionnaires et les critiques de journaux officiels s'en rendent compte. La situation actuelle fait que l'art que se crée doit être sanctionné à Montréal; comme l'art montréalais doit être cautionné à New York. Cette situation contribue à centraliser à un seul endroit la diffusion du produit culturel actuel et oblige les artistes à se déra-

ciner de leur milieu. Par exemple, il y a énormément de gens du Saguenay qui produisent de la culture à Québec et à Montréal. Déracinés de leur milieu, ces gens doivent produire là où l'équipement culturel existe. La centralisation — l'unique lieu d'art contemporain officiel étant à Montréal — contribue à couper l'artiste québécois de sa possibilité d'être actif chez lui. Ceci explique le retard culturel des régions par rapport aux grands centres. Les régions se sont en fait vidées de leur potentiel générateur de culture au profit des grands centres urbains.

La création d'un organisme représentatif des régions du Québec avec un équipement de diffusion multidisciplinaire dans chacune de ces régions me semble donc actuellement une solution acceptable. D'abord cette situation pourrait à long terme arrêter l'exode vers les grands centres et permettre à l'artiste d'être actif partout. Si l'art trouve sa raison d'être dans un enracinement avec la réalité, l'équipement culturel actuel nous prouve que cette réalité est celle d'un lieu spécifique: celui de la grande ville nord-américaine.

Autre fait à signaler; c'est que les humbles ressources en ce qui a trait à la diffusion et à la promotion de l'art contemporain ont occasionné un déséquilibre dans la reconnaissance d'un art authentiquement québécois. Ainsi, lorsqu'on organise à Montréal une exposition sur les "Tendances actuelles de l'art québécois", seuls — ou presque — les artistes de Montréal sont présents. Les politiques du passé et celles présentes du ministère des Affaires culturelles font que l'art québécois est montréalais. Elles contribuent à faire de cette ville un centre d'art international et donc axent la production de l'art québécois sur l'art occidental international. L'activité des artistes tend de plus en plus à devenir élitiste car ils doivent se confronter aux géants de New York pour exister en tant qu'artistes. Même plus, le Musée d'art contemporain de Montréal devant desservir et promouvoir l'art actuel — donc l'art international — il s'ensuit automatiquement qu'un axe directionnel d'ailleurs est donné à la production de l'art québécois. Une exposition intitulée "Québec 75" contenait neuf (9) artistes anglophones — et

sept (7) d'entre eux nés en dehors du Québec — sur dix-huit (18) artistes: ce qui est bien révélateur.

Je crois donc que la création de cet équipement culturel léger (contre un super équipement lourd comme l'est le Grand Théâtre, par exemple) pourrait corriger la situation actuelle et éviter de tout centraliser dans une ou deux grosses villes. Je considère qu'il est préférable d'avoir plusieurs petits endroits culturels qu'un éléphant blanc inaccessible pour plusieurs. Il n'y aurait qu'à construire un ou deux kilomètres d'autoroute de moins pour réaliser ces lieux culturels.

Il ne resterait ensuite qu'à munir ces galeries d'un système de détaxation pour une relance du marché de l'art québécois. Pour ce qui est de la promotion de l'art québécois à l'étranger, je crois qu'un même genre d'atelier/galerie multidisciplinaire pourrait permettre aux artistes québécois d'expo-

ser à New York ou à Paris. Tout ceci semble peut-être utopique, mais je considère que la promotion de l'art actuel ici et à l'étranger pourrait nous permettre de cerner mieux "l'homme d'ici". Enfin, j'estime que le québécois existera lorsqu'il sera en mesure de produire sa propre culture et que seul un équipement culturel adéquat permettra cet état de fait.

Veuillez accepter, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Richard Martel